Intervention de M. le Député Tadier – La Cybersécurité à Jersey

« Profil des menaces

Jersey fait face aux mêmes menaces en matière de la cybersécurité que le Royaume-Uni, l'Europe et les Etats-Unis, vu l'alignement géopolitique et l'intégration économique. Pourtant, il existe néanmoins de certains risques spécifiques pour l'Ile.

Un risque vient de la présence de l'Ile sur la liste russe de pays, vu les sanctions qu'on a introduites. Les risques incluent aussi l'importance du secteur financier à l'Ile et les liens entre le secteur jersiais et ceux d'autres centres financiers internationaux, comme Londres. En plus, il faut que Jersey sécurise son infrastructure critique contre les menaces de la même manière qu'un pays beaucoup plus grand, mais sans forcément les ressources auxquels nos voisins peuvent accéder. En tant que juridiction de choix plutôt que de nécessité pour de nombreuses organisations, l'impact de l'atteinte à la réputation peut également être important.

Cependant, il n'est pas évident que Jersey a été ciblé spécifiquement ; on voit plutôt les attaques contre le Royaume-Uni ou l'Europe ou des secteurs spécifiques. Traditionnellement, il s'agit de ransomwares, mais on témoigne des attaques de plus en plus sophistiquées. Bien que l'Ile ait vu certaines attaques d'une motivation politique, pour la plupart, ces attaques sont informées par une motivation criminelle et visent à la génération de fonds (souvent à travers le cyberfraude.

Centre de cybersécurité de Jersey

Le Jersey CyberSecurity Centre (le JCSC) a été créé en 2021, suite à l'introduction d'une stratégie de cybersécurité gouvernementale en 2017. Les objectifs du JCSC sont de préparer, protéger et défendre l'île contre les cybermenaces. JCSC travaille en collaboration avec d'autres pays grâce à son engagement avec les groupes multinationaux TF-CSIRT (Europe) et FIRST (Global).

Le JCSC entretient également (et souhaite développer) des relations avec d'autres équipes nationales et infranationales de réponse aux incidents de sécurité informatique (c'est-à-dire, le CSIRT). Le JCSC remplit les rôles de CSIRT et de Single Point of Contact (SPOC). C'est le même rôle que joue, par exemple, le NCSC au Royaume-Uni. Il travaille aussi avec le secteur bénévole et les groupes professionnels locaux (par exemple en organisant une conférence annuelle sur la cybersécurité dans les Iles Anglo-Normandes), ainsi qu'avec le Royaume-Uni et les autres dépendances de la Couronne.

Les services de JCSC incluent le Jersey Cyber Shield, qui fournit de la protection pratique tel que la notification aux entreprises des vulnérabilités de leur réseau et la transmission des

divulgations des chercheurs afin que les problèmes puissent être résolus. Le JCSC veut être un « conseiller de confiance » plutôt qu'un régulateur : pour garantir que les organisations se sentent en mesure de lui confier des informations. Et il agit comme « intervenant en dernier recours en cas d'incident », intervenant lorsque les organisations ont besoin de l'aide pratique et qu'il existe un intérêt public évident. On l'a fait deux fois en circonstances qui ont été rendues publiques : l'attaque contre une école secondaire et l'attaque contre le JFSC (la Commission des services financiers jersiais.

Loi sur la cybersécurité

On prévoit qu'une Loi sur la cybersécurité entre en vigueur en 2025, pourvu qu'elle soit adoptée par l'Assemblée des Etats (le parlement jersiais). La Loi vise à réaliser deux chose :

1. L'établissement formel du JCSC, ce qui permettra de clarifier son mandat et ses responsabilités, et de garantir et ses pouvoirs et son indépendance.

2. Elle désignera certains secteurs comme Opérateurs de Services Essentiels (OES). Ces organisations seront obligées de maintenir des contrôles de cybersécurité efficaces et de signaler les incidents importants au JCSC. Ces secteurs comprendront le gouvernement, les télécommunications, les services publics, les ports et d'autres secteurs jugés essentiels à la vie insulaire. Les services financiers seront inclus pendant une deuxième phase.

Stratégie de cybersécurité

Le Gouvernement commence actuellement à définir une nouvelle stratégie de cybersécurité. Celui-ci est en cours d'élaboration en 2025. »